



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Genève | 6 décembre 2018



La santé en Inde évaluée en une seule question

«Que diriez-vous de votre
état de santé ?»

Des chercheurs de l'UNIGE
et de Calcutta se sont
penchés sur la fiabilité
de cette question
auto-évaluative pour les
enquêtes démographiques
ou de santé publique dans
les pays à moyen revenu.

Un pays peut connaître l'état de santé général de sa population en ayant recours à des questionnaires d'enquêtes nationaux. Toutefois, un pays comme l'Inde, immense tant d'un point de vue géographique, que démographique et linguistique, nécessite des moyens importants et coûteux pour monitorer l'état de santé de ses citoyens. Des chercheurs de l'Université de Genève (UNIGE) se sont alors demandés s'il était possible d'utiliser la question unique « Que diriez-vous de votre état de santé ? », couramment utilisée en Europe et aux USA. En collaboration avec des économistes de l'Institut des études de développement de Calcutta en Inde, ils ont comparé les bases de données indienne et suisse et ont constaté que non seulement cette question permettait une bonne appréhension de l'état de santé de la population indienne, mais que de plus, ses performances étaient meilleures que pour les données suisses. Cette recherche est à lire dans la revue *BMJ Global Health*.

Peut-on avec une seule et même question évaluer aussi bien l'état de santé général d'un pays riche comme la Suisse que celui d'un pays à moyen revenu tel que l'Inde ? «En Europe et dans les pays à haut revenu, les enquêtes posent une question générale sur l'état de santé: «Que diriez-vous de votre état de santé ?» et les réponses possibles sont «très bonne», «bonne», «moyenne», «mauvaise», «très mauvaise», explique Stéphane Cullati, chercheur au l'Institut de recherches sociologiques de l'UNIGE. Nous nous sommes demandés si cette même question pouvait convenir à un pays aussi diversifié socialement que l'Inde, et nos collègues indiens ont d'abord fait preuve de scepticisme.»

En effet, cette simple question repose sur la capacité auto-évaluatrice des populations quant à leur propre état de santé. Or la population indienne est très pauvre et souffre de maladies infectieuses dues à des carences alimentaires et hygiéniques, mais aussi de maladies chroniques en augmentation. «Dans certains Etats les plus pauvres de l'Inde, du fait que les maladies peuvent être fréquentes et les établissements médicaux rares, les personnes peuvent être enclines à considérer les maladies comme «normales», quand bien même elle sont évitables, relève Claudine Burton-Jeangros, professeure à la Faculté des sciences de la société de l'UNIGE. De même, l'illettrisme limite l'accès d'un pan de la population aux connaissances médicales, les empêchant parfois de déterminer que leurs maux sont dus à des maladies chroniques, comme par exemple le diabète.»



Illustrations haute définition

«Pays à haut revenu vs pays à moyen revenu»

En 2003, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a effectué une grande enquête sur les citoyens indiens, notamment sur leur santé. En Suisse, l'Office fédéral de la statistique (OFS) effectue chaque cinq ans depuis 1992 une enquête sur la santé. Les chercheurs de l'UNIGE ont ainsi comparé les données indiennes de 2003 avec les données suisses de 2007, et ont utilisé une vingtaine d'indicateurs comparables entre les deux bases données et mesurant quatre dimensions principales de la santé : physique (problèmes cardiaques, difficultés respiratoires, maladies chroniques), mentale (dépression, anxiété, etc.), fonctionnelle (marcher, se soigner, etc) et les comportements de santé (activité physique, consommer des légumes, etc.). «Nous avons ensuite évalué l'association statistique entre les réponses données pour chaque indicateur et les réponses concernant l'état de santé général», continue Stéphane Cullati.

Très vite, les sociologues genevois se sont aperçus que la performance de cette simple question était meilleure avec les données indiennes. Ceci s'explique notamment par le fait qu'environ 80% de la population suisse se considère en bonne ou très bonne santé, alors que moins de 1% répond «en très mauvaise santé». En Inde au contraire, chaque catégorie trouve son lot de réponses, avec environ 15% de très mauvais pour 21% de très bon. La variance de l'état général de santé est ainsi mieux captée en Inde qu'en Suisse. «C'est pourquoi, dans les pays à haut revenu, on ajoute la catégorie «excellente», en plus des catégories «bonnes» et «très bonnes», ce qui permet aux gens de mieux situer leur état de santé générale et de mieux distribuer la population dans les diverses catégories», complète Claudine Burton-Jeangros.

Pourquoi connaître l'état de santé de la population ?

Grâce à l'étude des chercheurs genevois et de Calcutta, les autorités indiennes ont désormais une bonne raison de penser que la question unique «Que diriez-vous de votre état de santé ?» offre une vision d'ensemble fiable de l'état de santé générale de leur population et qu'elle peut être utilisée dans les questionnaires d'enquête. «Ceci est une information importante pour la création de ces questionnaires, car si ceux-ci sont trop longs, les gens n'y répondent pas», intervient Stéphane Cullati.

De plus, si les politiques savent que cette question leur transmet des données fiables et directement utilisables, ils pourront s'appuyer sur ce type d'enquête en population générale pour adapter l'offre de soins du système de santé, et surtout observer l'évolution des diverses maladies. «En effet, l'Inde affronte ce que l'on appelle un *double burden*, un double fardeau, avec des maladies infectieuses qui ne sont pas encore éradiquées et l'augmentation des maladies chroniques, tel que le diabète, avec le développement de la classe moyenne. Toutefois, les différences de santé ne se réduisent pas à des différences dans l'accès aux soins. La place des gens dans la société influence également de façon considérable la santé», poursuit Claudine Burton-Jeangros. C'est justement l'objectif de la deuxième partie de ce projet (en cours), à savoir comparer les déterminants sociaux de la santé en Inde et en Suisse.

contact

Claudine Burton-Jeangros

Professeure ordinaire
Faculté des sciences
de la société
+41 22 379 88 72
Claudine.Jeangros@unige.ch

Stéphane Cullati

Collaborateur scientifique
Institut de recherches
sociologiques
+41 22 379 37 97
Stephane.Cullati@unige.ch

DOI: 10.1136/bmjgh-2018-00856

UNIVERSITÉ DE GENÈVE Service de communication

24 rue du Général-Dufour
CH-1211 Genève 4
Tél. +41 22 379 77 17
media@unige.ch
www.unige.ch